

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 334
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
3 au 16 avril 1981

Face à l'ordre impérialiste mondial

Les prolétaires polonais en première ligne

L'ordre impérialiste mondial est au chevet de la Pologne malade. Financiers et généraux, diplomates et bonzes syndicaux, prêtres et politiciens, libéraux et faux socialistes, tous ces médecins veillent, au grand complet. Ils mêlent leurs avis, discussions et disputes aux plaintes du malade.

La crise capitaliste internationale s'est engouffrée dans les mailles du « rideau de fer ». Elle a foulé aux pieds tous les mythes du « socialisme réel », de la « planification centralisée » et autres mensonges destinés à peindre aux couleurs « ouvrières » l'exploitation capitaliste la plus triviale. Elle a provoqué la chute des exportations et, partant, de la production. La magnifique vague de grèves que la pression accrue sur la classe ouvrière a suscitée s'est mise à son tour à aggraver cette situation, prouvant qu'économie nationale et intérêts ouvriers tirent dans des sens différents.

La production industrielle a chuté de 10 % entre janvier 80 et janvier 81, celle des industries exportatrices de 25 % ! Pire. La chute de la productivité sur les parcelles privées bénies par l'Eglise, chute provoquée par le départ des jeunes qui préfèrent encore les bagnes industriels à l'abrutissement du travail entre le poulailler et le tas de fumier (d'où l'augmentation de la moyenne d'âge des cultivateurs), créait déjà une crise agricole chronique. Cette année, les intempéries ont fait chuter la production de 9,5 %, et les exportations encore davantage, créant la pénurie alimentaire dans les villes et faisant sombrer la balance commerciale.

La Pologne doit aujourd'hui 27 milliards de dollars aux banquiers occidentaux et au moins 6 aux banquiers russes. Elle se trouve pratiquement en cessation de paiement, et réclame plus de 7 milliards tout

de suite, simplement pour éviter la famine et l'effondrement total de l'économie. Mais la bonne règle du jeu « suppose (comme le signale cyniquement *Le Monde* du 28-3) que le prêteur ait des assurances raisonnables que son débiteur pourra le rembourser, et donc que ce dernier procède aux réformes nécessaires et retrouve un climat d'apaisement permettant la reprise de l'activité »...

Tous les médecins sont d'accord sur un point : la Pologne bourgeoise ne peut se relever que si on remet la classe ouvrière au travail. Il n'y a pas de mystère.

L'alliance Jagielski-Walesa permettra-t-elle de persuader les ouvriers de reculer sur l'essentiel des revendications matérielles moyennant quelques bonnes paroles démocratiques ? Walesa, l'Eglise et tous les chantres des réformes et d'une « ouverture démocratique », en échange de laquelle ils se chargent d'appeler les ouvriers à reporter à demain l'amélioration de leur sort, quand la Pologne aura payé ses dettes, suffiront-ils ?

L'impérialisme russe qui ne croit visiblement pas à la méthode douce et « consensuelle », et qui la craint d'autant plus qu'elle est prônée par des forces qui ont une forte propension à se lier aux impérialismes occidentaux, semble « exercer une pression sur les dirigeants polonais pour qu'ils reprennent le contrôle de la situation par le moyen de

mesures de force, sans faire, cette fois, la moindre concession à Solidarité », selon *l'International Herald Tribune* des 28-29 mars.

Pour les impérialismes européens réunis à Maestricht, toute solution est bonne pour en finir, et « leurs avertissements continuent de viser surtout la menace d'une intervention soviétique » (*Le Monde* du 28 mars). L'impérialisme américain ne croit pas pour sa part à une intervention russe, bien qu'il ait affirmé

DANS CE NUMERO

- Le PS et les élections.
- Solidarité de classe contre la répression.
- L'effervescence sociale en Algérie.
- Aux Etats-Unis, l'Etat-providence fait place à l'Etat-gendarme.
- Manifeste international du Parti.

que les réalités historiques étant ce qu'elles sont, il ne bougerait pas le petit doigt dans une telle éventualité. « Je m'attends à une répression interne » a affirmé Haig, ajoutant : « Toute répression interne majeure provoquerait des combats, et vous savez ce qui s'en suivrait » (*Le Figaro* des 28-29 mars).

(suite page 2)

Non à la farce électorale !
Oui à la lutte de classe !

Le matraquage de la télé, des radios et des journaux s'intensifie. Le sens réel des élections présidentielles, comme de toutes les élections bourgeoises, est d'inviter la classe ouvrière à choisir quels représentants vont fouler aux pieds ses intérêts pendant leur mandat, et de la détourner de la lutte de classe.

Particulièrement en cette période de crise internationale du capital, d'instabilité croissante et d'aiguïsement de tous les antagonismes sociaux, la lutte ouverte et directe contre la classe capitaliste et son Etat est nécessaire à la classe ouvrière pour se défendre contre l'offensive capitaliste, avant même d'avoir la force de s'engager dans la voie de son émancipation révolutionnaire.

Naturellement, des événements d'importance, comme ceux qui se déroulent par exemple en Pologne, font passer au second plan dans nos colonnes cette « bataille » des urnes. Nous n'y sommes cependant pas indifférents. Les communistes doivent y trouver une occasion de faire de la propagande pour leurs buts et leurs principes, de dénoncer la démocratie bourgeoise et ses mensonges, de présenter la perspective du communisme ainsi que les objectifs plus immédiats et les méthodes de la lutte prolétarienne, qui exigent de quitter le terrain électoral et parlementaire.

Les lecteurs trouveront des armes pour ce combat :

• Dans la brochure qui vient de paraître : *Non à la farce électorale, oui à la lutte de classe, oui à la révolution* (30 pages, prix 3 F, commandes au journal).

• Dans un supplément gratuit au « Prolétaire » sur 2 pages à encarter par les diffuseurs dans ce numéro comme dans les suivants. Au sommaire : *Non à la farce électorale, oui à la lutte de classe !* — Seule la révolution est réaliste ! — Nous sommes tous des prolétaires polonais ! — PC-PS : où sont passées les promesses de 45 ? — Organiser la riposte ! — Qu'est devenu le « gauchisme de 68 ? — Droite et Gauche unies contre la classe ouvrière — Le capitalisme n'a pas de frontières, la lutte de classe encore moins ! — Un besoin urgent : le parti de classe.

Les lecteurs qui désirent le diffuser peuvent passer commande des quantités nécessaires au journal.

Effervescence sociale en Algérie

Un an après les manifestations et les émeutes du printemps dernier contre la répression bourgeoise, le mouvement social vient de reprendre en Algérie. Le 15 mars 1981 c'est la grève générale dans toute la Kabylie pour protester contre la farce du débat préfabriqué sur le « dossier culturel ». Par ce moyen l'Etat bourgeois espérait amortir le mouvement qui ne cesse de se développer contre la répression culturelle et pour la reconnaissance des langues populaires. Comme les manifestations de l'année dernière, la grève générale de Kabylie dépasse largement le cadre de la lutte contre les discriminations qui frappent les langues populaires. Il s'agit en réalité d'un mouvement dirigé contre les multiples aspects de la répression bourgeoise qui s'abat en Algérie sur les masses exploitées.

Par la grève générale, les travailleurs, les étudiants et les lycéens de cette région, particulièrement pauvre en ressources mais riche en traditions de luttes, entendent exprimer leur colère qui ne cesse pas de s'amplifier avec l'aggravation de la misère et l'accentuation de la répression bourgeoise. Le tract d'appel à la grève générale du 15 mars se termine par les mots d'ordre suivants : « Arabe algérien plus Tamazight (*) égalent langue nationale ! », « Union des masses populaires contre la bourgeoisie ! », « Liberté d'expression ! » et « Pour le vrai socialisme ! ». La grève générale de Kabylie a été

(*) Il s'agit du berbère.

(suite page 2)

Le PS, gérant plus que loyal du capitalisme

A la faveur de l'élection présidentielle le Parti Socialiste revient en force sur le devant de la scène. « Parti ouvrier » — c'est ainsi qu'il se définit lui-même —, il prétend améliorer le sort des travailleurs. Comment cela serait-il possible ? Partisan de l'Union sacrée en 1914, il a participé au gouvernement de Front populaire qui a préparé la guerre de 1939, puis aux

gouvernements de « reconstruction » qui ont pressuré à mort la classe ouvrière pour remettre debout le capitalisme français. Revenu aux affaires en 1956, il a combattu l'indépendance algérienne comme il avait combattu l'indépendance de l'Indochine en 1946. Il n'est plus au gouvernement depuis 1958. Cela fait 23 ans. Que dit-il aujourd'hui ? Qu'il n'a pas changé.

La révolution ? Il n'en veut pas, ni maintenant ni jamais. Pour Mitterrand, changer de société relève de la « casuistique » : « Changer de société, changer de société, c'est un refrain, je ne sais vraiment pas ce que cela veut dire ». Marchais a relevé avec une feinte surprise — lui qui a abandonné toute référence au communisme — que Mitterrand ne parlait plus de socialisme. Mais quand le PS a-t-il été « socialiste » ? Ce que veut le PS, tout comme Giscard, Marchais ou Chirac, c'est un pouvoir fort pour parer à la menace de la reprise de la lutte de classe sur une grande échelle. « Ceux qui veulent un pouvoir faible en France ne doivent pas voter pour moi », déclare Giscard. « Ne me choisissez pas non plus », répond Mitterrand en accusant son rival de « n'accumuler que des faiblesses ». Ce que la gauche reproche à la droite, traditionnellement, c'est de ne pas convenir pour les périodes à haut risque d'agitation sociale. La gauche se flatte de pouvoir, elle, empêcher cette agitation grâce à la confiance que lui font les travailleurs, quitte à employer elle aussi la violence si elle est débordée. Or la situation française commence à devenir pré-occupante : la crise est là, elle ne peut que s'aggraver, la force qui peut d'abord maîtriser le mouvement social, c'est-à-dire les syndicats, commence à s'affaiblir. « Nous vi-

vons une très grave crise de régression des effectifs syndicaux », explique par exemple Rocard. Or « lorsque l'encadrement social [sic] disparaît, on est plus disponible pour faire des à-coups, des sursauts » (Colloque sur « Vingt ans de système présidentiel », *Le Monde* du 22 mars 1981). Place au PS, dit Mitterrand.

A l'heure où les différents capitalismes nationaux s'affrontent dans une guerre économique impitoyable, il faut ressouder les liens à l'intérieur du pays. Il faut l'union sacrée. D'où l'appel au « rassemblement populaire » pour le « redressement national ». « De Gaulle en 1944 c'était la guerre, a expliqué Mitterrand à « Cartes sur table », et il avait besoin de tout le monde. Maintenant c'est la crise et j'aurai besoin de tout le monde ». Comme en 1944 il s'agit de « reconstruire » la France. Et qui d'autre qu'un parti « ouvrier » peut appeler les travailleurs à « retrousser leurs manches » pour cette nouvelle bataille ?

Le programme est prêt : faire de la France un pays agressif dans la compétition internationale. Le *Projet socialiste* explique que pour éviter « l'intégration de la France dans un ordre économique qui la dépasse et qui la broie », il faut une « transformation profonde de l'appareil productif français ». Objectera-t-on que cette préoccupation cons-

tante chez les capitalistes était celle de De Gaulle, reprise par Pompidou, puis par Giscard ? Et bien, le défaut de Giscard est précisément d'avoir échoué. Il n'a pas suffisamment renforcé le capitalisme français. Les socialistes doivent donc, précise le *Projet*, « reprendre à leur compte l'idée d'un impératif industriel abandonné par la bourgeoisie giscardienne ». Mis en œuvre par les socialistes, ce programme de modernisation à outrance de l'appareil de production français devient socialiste. Pourquoi ? Parce que cet « impératif industriel socialiste » (sic), qui passe « par un important effort d'investissement et de productivité », passe aussi « par une transformation profonde de la condition et d'abord de la rémunération des travailleurs » (*Projet socialiste*, p. 191).

Cette « transformation profonde » qui devrait résulter d'un gouvernement socialiste, à l'instar sans doute de celle qui a résulté de la période de reconstruction au cours de laquelle le PS et le PC étaient au gouvernement (1), la campagne de Mitterrand permet déjà de s'en faire une idée. Côté salaires, même l'augmentation du SMIC n'a pas été chiffrée, mais on peut rappeler qu'en 1974 Rocard trouvait que 2.400 F c'était trop. Côté réduction du temps de travail, il est question des 35 heures, mais l'application progres-

(Suite page 2.)

PS, gérant loyal

(suite de la page 1)
sive, branche par branche, dépend de « l'harmonisation » des législations à l'échelle européenne et « devra s'accompagner », selon J. Delors, de l'accroissement de la durée d'utilisation des équipements ». Le salaire sera-t-il maintenu ? Il faudra voir. Les « partenaires sociaux » en débattent. Quant au chômage il devrait être « résorbé ». Comment ? Par une hypothétique « relance de la consommation ». En fait, contrairement aux promesses, le PS au pouvoir, ce sera le renforcement de l'austérité pour tous les travailleurs. Mitterrand d'ailleurs le reconnaît. Au journaliste qui trouvait « plutôt timorées » les propositions économiques socialistes qui devaient être discutées en novembre dernier à la conférence de Madrid de l'Internationale socialiste, l'éventuel futur président de la République française répondait : « Vous touchez là à une de nos difficultés. Il y a parmi nous ceux qui gouvernent, et en plus grand nombre, des partis d'opposition. Les intérêts de l'Etat se mêlent, parfois [sic] pour les contredire, aux aspirations socialistes. Cette contradiction ne peut être entièrement surmontée puisqu'elle est inhérente à la nature des choses » (2)...

En 1936, à la veille de l'entrée du PS au gouvernement, Blum expliquait dans un discours de congrès à ses amis : « Exercice du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, c'est une chose. Conquête révolutionnaire du pouvoir, c'en est une autre. N'y a-t-il pas à craindre que la classe ouvrière ne confonde l'une avec l'autre ? [...] C'est cela qu'il faudra que tous ensemble par tous les moyens de persuasion dont nous pouvons disposer, unis les uns et les autres par cette vérité commune, nous fassions comprendre aux masses ouvrières si elles étaient disposées à l'oublier » (3).

Les choses sont claires. Les contre-révolutionnaires font leur travail. Les révolutionnaires doivent faire le leur : faire comprendre aux masses ouvrières que ce qui mettra fin à leur misère et à leur exploitation c'est la conquête révolutionnaire du pouvoir sous la direction du parti communiste révolutionnaire.

(1) « La durée du travail est passée de 40 à 45 heures de 1944 à 1948 et le pouvoir d'achat est inférieur de 25 à 50 % à celui de l'avant-guerre et a baissé de 30 % depuis la Libération » (J.P. Rioux, *La France de la IV^e République*, Seuil, Paris, 1980, p. 120).

(2) F. Mitterrand, *Ici et maintenant*, Fayard, Paris, 1980, p. 296.

(3) C. Audry, *Léon Blum ou la politique du juste*, Gonthier, Paris, 1970, p. 113.

Les prolétaires polonais en première ligne

(suite de la page 1)

Si on peut éviter la répression frontale et massive, donc, tant mieux pour les bourgeois ; car elle risquerait d'ouvrir trop tôt les yeux à la classe ouvrière du monde entier et de pousser les prolétaires d'avant-garde à envisager la lutte contre l'offensive capitaliste en termes bien plus lucides et plus dangereux...

Les médecins discutent àprement de l'opportunité de telle ou telle méthode, mais le ton reste somme toute assez courtois. C'est que ces méthodes ne s'excluent nullement, même s'il arrive parfois que le sort du médecin soit lié au remède qu'il préconise. C'est ainsi qu'en joignant la prolongation des manœuvres Soyouz 81 et un extraordinaire matraquage des mass media occidentales, on cherche à persuader la classe ouvrière de l'intérêt qu'elle aurait à se laisser amputer d'un peu plus de sa chair sans broncher...

Là où la dispute promet de tourner à la rixe, c'est, comme il est naturel entre mercantils, sur la question des honoraires, sur le bénéfice à tirer de leur art. Les Occidentaux sont les seuls à pouvoir « aider » économiquement la Pologne. Mais, grondent les médecins russes : surtout n'en profitez pas pour lui mettre davantage le fil à la patte et amener le malade avec vous dès qu'il pourra marcher : son corps nous appartient !

Les Russes sont sans doute les seuls à pouvoir parer à une défaillance de la bourgeoisie polonaise, soit qu'elle ne parvienne pas à se décider ouvertement pour une politique ou une autre, soit qu'elle se sente débordée par des réactions ouvrières. Mais, avertissent les médecins occidentaux : attention à ne pas aller au-delà de ce qui est strictement nécessaire au rétablissement de l'ordre capitaliste ; et surtout ne cherchez pas à tirer avantage de votre rôle pour nous éliminer : nous vous le ferions payer très cher, pas en Pologne naturellement, car il faut bien que quelqu'un fasse la sale besogne, mais en Afghanistan ou ailleurs...

★
Pour la classe ouvrière, le résultat de

l'une ou l'autre politique, celle des sacrifices consentis ou celle des sacrifices imposés, est identique, qu'il s'agisse de sacrifices pour rendre l'appareil productif plus compétitif (on sait ce que cela veut dire) ou pour rembourser la dette étrangère. Bref, sacrifices sur toute la ligne : si la Pologne se rétablissait cela voudrait dire que la classe ouvrière y a laissé sa peau !

Et ce ne sont pas les efforts déployés par Walesa, Kuron ou d'autres encore, pour faire passer la pilule qui changeront le fait que si la politique des années 70 a mené aux grèves de l'été 80, le remède de cheval que l'on se propose d'administrer aujourd'hui doit mener inévitablement à de nouvelles révoltes ouvrières, plus puissantes encore !

Mais comment refuser ces sacrifices ? Arrivés au point où nous en sommes, c'est-à-dire au point où la lutte de résistance ouvrière accentue encore la faillite économique, l'alternative historique ouverte est : **ou rétablissement de l'ordre bourgeois ou renversement du capitalisme**. Seule la révolution prolétarienne peut, en mettant en commun à l'échelle de la planète toutes les ressources et les richesses créées, en finir avec le salariat et l'accumulation de capital, dans les entreprises privées ou publiques, avec la guerre permanente entre les entreprises et les pays qu'elle entraîne, avec l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et la misère à l'autre qu'elle implique.

Cette perspective est malheureusement encore bouchée pour l'immédiat, du fait des immenses difficultés que la contre-révolution stalinienne impose à la classe ouvrière pour remonter la pente et ressouder ses rangs en une armée révolutionnaire et internationaliste luttant pour le programme de la dictature prolétarienne et de la transformation communiste de la société.

Mais elle est loin d'être utopique : elle prend racine dans toute l'histoire, mais aussi dans la tragédie que vit actuellement la classe ouvrière polonaise, en première ligne sous le feu de la Sainte Alliance impérialiste.

Il est vraisemblable que l'impréparation totale à poser le problème du pouvoir poussera la valeureuse classe ouvrière polonaise à surmonter sa répugnance instinctive au compromis pour se laisser trainer, par impuissance, dans la voie des réformes. Il est également possible que des minorités ouvrières, stimulées par la détresse économique et sociale, se révoltent dans un généreux coup de tête. Toutes ces hypothèses, comme toutes celles qui sont intermédiaires, militent en faveur du regroupement des prolétaires d'avant-garde autour du parti de la révolution communiste mondiale, dont seul le développement et le renforcement peut permettre à la classe ouvrière d'échapper aux termes monstrueux de l'alternative actuelle : ou soumission volontaire ou soumission forcée, en débattant la voie de l'émancipation prolétarienne. Seule cette tâche mérite les sacrifices de la classe ouvrière !

Pour l'immédiat, si la Pologne est le principal théâtre de la guerre de classe, que la bourgeoisie mène de façon consciente et organisée, mais où la classe ouvrière se lance de façon encore spontanée et où elle a besoin de réapprendre le maniement de ses armes de lutte et de retrouver ses buts et son programme, le front de bataille traverse tous les pays. Son importance est particulièrement cruciale dans les pays impérialistes, qui menacent les vaillants prolétaires polonais, soit par la puissance de leurs armes, soit par leur puissance financière et leur capacité de corruption sociale et politique.

La menace la plus grande pèse sur les ouvriers polonais, particulièrement ceux qui resteront sourds au chant des sirènes réformistes et démocratiques. La manière de lutter ici pour l'immédiat est de jurer qu'on ne touchera pas à un seul cheveu de nos frères de classe sans réaction, de proclamer dans les faits que leurs ennemis sont les nôtres, et que toutes les bourgeoisies seraient considérées comme solidairement responsables !

29 mars 1981.

Effervescence sociale en Algérie

(suite de la page 1)

largement suivie non seulement à cause du mécontentement social grandissant, mais aussi et surtout grâce au travail de préparation des comités qui se sont constitués ces dernières années en dehors des appareils officiels de l'Etat bourgeois et de l'opportunisme.

Les nationalistes du Front des Forces Socialistes (FFS) et les staliniens du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS) ont tout fait pour manœuvrer au sein de l'Assemblée Générale qui a décidé de la grève, en proposant notamment d'enlever le mot d'ordre d'« Union des masses populaires contre la bourgeoisie » sous prétexte qu'il ne manquera pas d'effrayer les commerçants de la région et les dissuadera de suivre le mot d'ordre de grève. Mais la manœuvre de ces saboteurs n'a pas réussi. Plusieurs intervenants combattifs ont proposé à l'AG de forcer le cas échéant tous les commerçants à fermer boutique.

La préparation de cette grève générale, qui a été suivie par plusieurs centaines d'étudiants à Alger, permet surtout de se rendre compte de l'ardeur du mouvement social et de la combativité des travailleurs et des jeunes en lutte contre la répression bourgeoise. Profitant des vacances universitaires du mois de février, la police a réquisitionné tout le matériel d'impression de l'université (ronéo, photocopieuse, stencils, etc.), en vue d'éviter leur utilisation par les comités de lutte existants dans la ville de Tizi-Ouzou.

Tout de suite après, des jeunes sont descendus massivement à la salle de cinéma où la police avait caché le matériel d'impression. Ils ont cassé les portes de la salle et ont repris tout le matériel dont ils avaient besoin pour imprimer leurs tracts. Les diffusions du tract appelant à la grève générale se sont faites partout dans la région. Des équipes d'intervention ont été mises sur pied pour aller de village en village contacter les paysans, d'une entreprise à l'autre contacter les ouvriers, afin qu'ils prennent part au

mouvement de grève contre la répression bourgeoise.

Ce mouvement fait d'autant plus peur à la bourgeoisie qu'il survient à un moment où se multiplient les grèves ouvrières et les signes de colère populaire sur l'ensemble du territoire.

Le 8 février, grève des 3.000 ouvriers de la SONITEX de Draa-Ben Khadda, le 7 mars, grève des travailleurs de la CASORAL, CASOREC et CASORAN, (sécurité sociale d'Alger, Constantine, Oran), le 10 mars, grève des travailleurs du COUS (œuvres universitaires) d'Alger, Oran, Constantine, Annaba, Batna, Sidi-Bel-Abbès ; le 15 mars, grèves des employés de la BCA et des dockers d'Alger ; le 16 mars, grève et manifestations de rue à Bouira. Sans parler des émeutes qui ont eu lieu dans la région sinistrée d'El-Asnam où la gendarmerie et l'armée sont intervenues en matraquant les manifestants et en emprisonnant une trentaine d'entre eux.

Il s'agit là d'une véritable situation d'effervescence sociale qui trouve ses racines dans la misère et la répression croissantes auxquelles sont confrontées les masses algériennes : pénuries de biens de consommation courante, blocage du SMIC à 800 dinars depuis 1978, alors que l'inflation atteint 20 % par an, interdiction des libertés élémentaires de grève, d'expression, de réunion, d'organisation et de manifestation pour les masses.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer dans notre presse lors des manifestations de l'année dernière, la bourgeoisie essaye de discréditer le mouvement aux yeux des masses des autres régions et des travailleurs immigrés en le faisant passer pour un mouvement « berbériste » et « régionaliste ». Le caractère mensonger des allégations de la bourgeoisie saute aux yeux à la lecture des mots d'ordre du tract d'appel à la grève générale qui posent des problèmes ressentis par l'ensemble des masses exploitées et opprimées quelle que soit la région où elles se trouvent. Cependant malgré des contacts réels existant entre les comités de Kabylie et d'Alger, la grève générale n'a pu toucher que le secteur étudiant à Alger qui est pourtant seulement à 140 km de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Kabylie.

Le problème qui se pose donc aujourd'hui en Algérie est celui de la coordination et de l'organisation des luttes qui se déroulent dans les différentes régions et en premier lieu entre Alger et la Kabylie. C'est à ce travail que doivent se consacrer tous les militants d'avant-garde en Algérie.

Plus le fossé de classe se creuse, plus on dialogue au sommet !

La fameuse trêve de 90 jours conclue entre le gouvernement polonais et la direction de Solidarité aura vécu ce que peut durer un tel accord en pleine crise économique et sociale : l'espace d'un matin. Pourtant, le mois de mars avait, en quelque sorte, bien commencé pour la bourgeoisie polonaise ; l'action conjuguée de Walesa, de ses fameux conseillers, et de Kuron, avait permis de juguler les menaces de grève à Radom. Et voilà que les événements de Bydgoszcz, le passage à tabac des trois militants de Solidarité (dont un membre de la Commission Nationale), après l'expulsion manu militari des ouvriers qui occupaient la préfecture, risque de provoquer l'explosion de cette poudrière qu'est actuellement la Pologne.

Cette exaction de la milice survient après une longue suite de manœuvres semblables ces dernières semaines dans toute la Pologne, avec de plus un début de campagne antisémite. Tout cela se produit alors que la situation économique frôle la catastrophe absolue. La famine menace ; il n'y a plus que 12 jours de vivres en stock ; déjà, dans une ville comme Gdansk, le rationnement est complet, y compris sur le lait et le pain.

Le fameux « renouveau socialiste » tant vanté par les plumitifs de l'Humanité, est en passe de prendre le masque hideux de la faim. Et pourtant, qu'elle serait belle, pour les bourgeois, la Pologne, qu'ils seraient grands, toujours pour les mêmes, les ouvriers polonais, s'ils acceptaient d'oublier leurs ventres creux et les coups de matraque, pour mettre leur énergie au service de l'économie nationale, de son redressement et de sa réforme !

Cette réforme économique est en train de se faire. Fini le carcan trop lourd de l'Etat, vive la liberté... de l'entreprise ; vive l'autonomie... de gestion, vive la réorganisation et la restructuration de l'industrie ! « Le plan a moins de sens ici qu'en France » affirme même un économiste du POUP dans *L'Expansion* du 20 mars-2 avril. « Le bon entrepreneur polonais, c'est celui qui multiplie les infractions aux 143 commandements de la gestion, inventés dans un souci de centralisme et de contrôle par la bureaucratie des ministères ». « Nous savons bien que la mise en place de la réforme économique appelle deux ou trois années de vaches maigres, et nous n'y échapperons pas », affirme à ce même journal un ingénieur devenu permanent syndical de Solidarité.

Même si des pans entiers de la bourgeoisie polonaise voient d'un mauvais œil ces transformations, ils ne pèseraient pas lourd si la classe ouvrière se remettait au travail, et acceptait sans broncher les « oukases » des réformateurs éclairés de tous bords. Quant aux Russes leur premier souci est l'écrasement et la mise au pas des ouvriers polonais. Ils appuieront tous ceux, réformateurs ou réactionnaires, qui seront les plus aptes à cela. Il n'est pas étonnant que le leader de la tendance dure du POUP, Olszowski, ait été, début 1980 limogé par Gierek pour... réformisme.

Mais cette politique, qui ressemble étrangement à celle qui sévit du côté ouest du « rideau de fer », que peut-elle donner sinon plus de chômage, plus d'inflation, plus de misère ? Sans doute la classe ouvrière polonaise le sent-elle confusément, d'instinct, lorsqu'elle refuse de se plier aux injonctions et aux appels au calme qui fusent de toutes parts, de la direction de Solidarité à l'Eglise Catholique et au gouvernement. Cette volonté de la base née des déterminations matérielles les plus profondes, celles de la survie, a été exprimée par les représentants régionaux de Solidarité à la réunion de la Commission Nationale du lundi 23 mars. Tous voulaient la grève générale avant la fin de la semaine, au grand effarement des dirigeants de Solidarité. Ils s'opposèrent même à ce que les conseillers du syndicat prenant la parole, les sachant, à l'avance, partisans de la modération, et il aura fallu tout le poids de Walesa, qui menaça de démissionner, pour que l'échéance soit repoussée : grève générale de 4 heures le vendredi 27 au matin, et grève générale illimitée à partir du mardi 31 mars si le gouvernement ne répond pas favorablement à leurs revendications. Mais lesquelles ? Pour les travailleurs, il s'agit avant tout du pain et des conditions de lutte. Pour Walesa, Kuron et Cie, il s'agit d'utiliser leur capital d'influence sur la classe pour imposer aux « durs » leur méthode pour remettre la classe ouvrière au travail. Grosse ambiguïté donc qui seule pourrait être dissipée par une intervention nettement orientée sur le programme communiste révolutionnaire qui refuse toute subordination des intérêts de classe du prolétariat à la marche de l'économie nationale ou à une réforme de l'Etat. Le présent paraît sombre. Mais dans cette obstination ouvrière, nous voyons un puissant levier pour l'avenir qui, lui, sera révolutionnaire.

Solidarité avec les emprisonnés de Blida !

Adressez vos chèques à l'ordre de SARO avec mention « Solidarité Algérie »

L'État-providence cède la place à l'État-gendarme

Une remède-miracle à la crise, prôné par beaucoup de politiciens et d'économistes bourgeois et, à leur tête, par la nouvelle équipe de la Maison Blanche, est le rejet du « dirigisme » étatique et le retour au « libéralisme » cher à Keynes. Il ne faut pas prendre ces déclarations à la lettre. En réalité, personne ne préconise vraiment une diminution du rôle de l'Etat bourgeois dans l'économie en général ; c'est seulement dans le domaine de la prévoyance, de l'assurance et de l'assistance sociales qu'il est question de réduire son intervention pour laisser jouer librement le mécanisme « régulateur » de la concurrence et de l'anarchie capitaliste.

En effet, le gigantisme de l'appareil d'Etat est la conséquence inéluctable tant du gigantisme de l'appareil de production, que du caractère planétaire de la concurrence économique et des antagonismes entre les puissances impérialistes. Et son interventionnisme, qui lui donne l'apparence d'un demiurge, traduit en réalité sa dépendance croissante par rapport aux grandes entreprises. Ce n'est pas lui qui leur dicte « sa volonté », déterminée par on ne sait trop quoi ; ce sont elles qui l'obligent à assumer la réalisation et la défense des conditions de leur fonctionnement et de leur expansion, aussi bien face au prolétariat que dans la jungle de la concurrence internationale. Aussi n'est-ce pas un hasard si ceux-là mêmes qui préchent outre-Atlantique le néo-libéralisme projettent en même temps de porter l'an prochain le budget militaire des Etats-Unis à 220 milliards de dollars. Peut-on imaginer que les marchés correspondant à des sommes aussi colossales affaibliront le rôle de l'Etat dans l'économie ? Et à quoi sert donc le renforcement de la puissance militaire américaine qui en découle ?

Mais comment rétablir la prépondérance américaine dans le monde tout en diminuant les impôts, surtout ceux des grandes sociétés ? Comment, sinon d'une part en augmentant la productivité générale du travail, entre autres en laissant la « libre » concurrence éliminer les entreprises moins rentables, et d'autre part en exerçant une pression accrue sur le prolétariat ? Comment réduire « productivement » les dépenses de l'Etat, c'est-à-dire les frais généraux de la société capitaliste, sinon en rognant sur ces « faux-frais » que constituent les garanties sociales en tout genre que le capitalisme avait concédées aux ouvriers pendant le boom pour mieux contenir les luttes ? Même aux Etats-Unis, la bourgeoisie se trouve devant cette nécessité, à plus forte raison dans les pays moins puissants.

« Après 35 ans de croissance exubérante, écrit la revue *Time* du 1^{er} décembre 1980, le

welfare state (l'Etat-Providence) semble finalement avoir atteint ses limites fiscales, il est incapable de promettre davantage et, dans certains cas, même de tenir ses promesses passées ». Et Mme Kirkpatrick, ambassadeur à l'ONU du nouveau gouvernement américain, considère comme un tournant « le sentiment de plus en plus aigu que les méthodes « social-démocrates » utilisées pour obtenir une société plus égalitaire, sans distinction d'origine nationale, de race ou de sexe, et notamment les programmes sociaux et le système des quotas introduit par le président Lyndon Johnson, ont échoué. Tout cela a créé plus de problèmes qu'il n'en a résolu » (voir *Le Monde* du 21 janvier 1981).

En quoi consistent donc ces méthodes « social-démocrates » ? Pour le comprendre, il faut rappeler que les revendications immédiates des prolétaires peuvent s'insérer dans deux perspectives et deux démarches opposées. L'une, révolutionnaire, s'appuie sur la lutte pour des besoins immédiats afin d'organiser le prolétariat sur ses positions de classe et en vue d'une lutte plus générale. L'autre, réformiste, fait miroiter aux ouvriers la possibilité d'améliorations graduelles toujours plus grandes sous le capitalisme, mais utilise en réalité les acquis partiels et momentanés pour les détourner de la lutte de classe et les rendre solidaires de leur bourgeoisie. Dans certaines conditions, la bourgeoisie peut se rallier à cette « méthode social-démocrate » et y trouver son compte.

Mise au point au début de ce siècle grâce à l'essor de l'impérialisme, cette méthode a été reprise par le fascisme et le nazisme, une fois que l'écrasement du prolétariat et la course à la guerre leur avaient permis de sortir de la crise et de relancer l'économie, pour cimenter l'« union nationale ». Mais son âge d'or se situe dans le second après-guerre, dans la formidable période d'expansion capitaliste rendue possible par la liquidation complète de tout mouvement ouvrier indépendant et par la cure de jouvence que la guerre avait représentée pour le capitalisme mondial.

C'est alors que la bourgeoisie, aidée par tous ses « lieutenants ouvriers », a généreusement accordé aux prolétaires non seulement une amélioration réelle de leurs conditions de vie, chose relativement aisée après la misère et les souffrances de la guerre, mais aussi un certain nombre de « certitudes » d'« assurances » et de « garanties » apparemment éternelles. La certitude de trouver du travail, de monter en ancienneté, de voir son salaire suivre le coût de la vie et même augmenter, fût-ce lentement ; l'assurance contre la misère toute nue, les maladies, les accidents, la vieillesse ; la garantie de pouvoir se loger et s'habiller, de pouvoir payer les choses achetées à crédit, d'élever ses gosses, de

partir en vacances, etc. Bref, même s'ils étaient exploités, même s'ils devaient travailler durement et longuement, la bourgeoisie a pu offrir aux ouvriers tout un système de prévoyance et d'assistance sociales, qui leur rendait la vie supportable et, surtout, leur ôtait la peur du lendemain.

Il est clair que ces « avantages » ne représentaient qu'une infime partie des profits gigantesques réalisés par l'exploitation des ouvriers et des masses opprimées du Tiers Monde. Mais ils étaient réels, bien que, mais cela seuls les communistes réduits à une poignée pouvaient le savoir et le dire, provisoires. Et s'ils coûtaient à la bourgeoisie, ils lui rapportaient le centuple en termes de stabilité, d'ordre public, de paix sociale. Ils donnaient à la classe dominée et exploitée à la fois la sensation d'avoir « quelque chose à perdre », quelque chose à risquer en perturbant l'équilibre social et la marche de l'économie, et l'illusion d'un bien-être croissant et d'un progrès continu dans le cadre de la société capitaliste, sans rupture ni heurts violents.

Aussi n'est-ce pas de gaité de cœur que la bourgeoisie s'y attaque et change de méthode. Mais à l'heure de la récession, de la crise et de l'exaspération de la concurrence internationale, elle est obligée de réduire le « coût global de la main-d'œuvre ». L'offensive contre les « garanties » et les « mécanismes compensatoires » se développe et s'accélère dans tous les pays. Même les Etats-Unis, qui pillent le monde entier, doivent réduire sérieusement l'assistance aux chômeurs et autres « pauvres », qui y sont des millions. Même les Russes, qui manquent encore de main-d'œuvre industrielle, s'attaquent au chômage larvé et proclament l'utilité d'un certain « volant de chômage ». Faut-il détailler les mesures prises ou envisagées par les impérialismes de moindre envergure ?

Cette offensive a un double but. D'une part, réduire le coût d'entretien de l'armée industrielle de réserve et en faire retomber une part plus grande sur ceux qui travaillent encore. D'autre part, exercer une pression plus forte sur ceux que la crise ou la « restructuration » n'ont pas encore éliminés de la production, les rendre plus disponibles et plus soumis, prêts à travailler plus et à gagner moins...

La bourgeoisie a commencé cette offensive depuis un certain temps déjà. Mais celle-ci s'accroît et sa forme change. Il devient urgent de la pousser à fond, et il faut pour cela renoncer aux voies lentes et tortueuses de la « recherche du consensus » et au « dialogue » par lequel les partis « ouvriers » et les appareils syndicaux la faisaient avaler aux ouvriers ou, du moins bloquaient toute lutte effective contre elle. La paix sociale elle-même devient un luxe que la bourgeoisie ne

peut plus se payer, elle ne peut plus négocier et renégocier à chaque pas l'acceptation des sacrifices par les ouvriers, elle doit tendre de plus en plus à les leur imposer purement et simplement. Il n'est pas étonnant que le renforcement de l'Etat devienne le leitmotiv de la propagande bourgeoise : l'Etat fort n'interviendra plus pour garantir des conditions minimales d'existence aux ouvriers, mais il interviendra bel et bien pour leur imposer l'austérité croissante. L'Etat-assistante sociale s'efface de nouveau derrière l'Etat-gendarme !

Si les partis et syndicats de la collaboration de classe protestent contre cette évolution, c'est parce qu'elle supprime leur raison d'être. Ils essaient de convaincre les bourgeois des mérites de leur méthode et, certes, ils ont de quoi se vanter. Ce sont eux qui ont fait prendre aux ouvriers les miettes provisoires de la prospérité capitaliste pour la conquête durable du bien-être. Ce sont eux qui, face à l'attaque bourgeoise, défendent, pas même ces miettes, mais le principe de la négociation et de la collaboration des classes dans l'intérêt commun, et empêchent ainsi toute défense réelle des conditions de vie et de travail ; qui, de Ségué à Walesa, sont prêts à accepter tous les sacrifices (pour les ouvriers !) pourvu qu'ils soient négociés « démocratiquement » dans l'intérêt national. Si la bourgeoisie a pu mener son offensive sans rencontrer de véritable résistance, c'est bien grâce à leur action. Lorsqu'aujourd'hui la bourgeoisie jette le masque, ces larbins protestent : « Casse-cou ! Vous ruinez tous nos efforts pour garantir... la paix sociale ! ».

Certes, la bourgeoisie prend un risque, mais elle ne peut plus faire autrement. Elle doit rejeter les voiles du Bien-Etre, du Progrès, de la Concorde et de la Paix, et placer ouvertement les prolétaires devant l'horrible et angoissante réalité capitaliste. Elle doit écarter les « intermédiaires » et les « négociateurs » en tout genre et intimider directement les ouvriers par l'étalage et l'usage de sa force brutale.

Bien sûr, malgré leurs protestations, les appareils pseudo-ouvriers « feront leur devoir ». Mais les prolétaires ne pourront pas rester passifs, alors que la bourgeoisie leur enlève en même temps leurs maigres avantages et leurs illusions dans l'avenir. Aujourd'hui, la société capitaliste profite encore de la désorientation et de la désorganisation du prolétariat, produites par la contre-révolution et la longue période de paix sociale. Mais en réveillant elle-même la lutte de classe — et elle ne peut pas faire autrement ! —, la bourgeoisie crée les conditions objectives du réveil prolétarien. L'action du parti doit prendre appui sur elles pour préparer ses conditions subjectives.

Solidarité de classe contre la répression

● La grève des prisonniers politiques en Allemagne, victime du mur de l'isolement

Depuis le début de février, des prisonniers politiques sont en grève de la faim en Allemagne. Dans un premier temps, ils étaient 300, si on compte les prisonniers « sociaux ». Depuis, beaucoup ont interrompu la grève. Mais plusieurs la continuent encore.

Ceux-là sont en danger de mort. La lutte des prisonniers politiques a pour but immédiat de soulager les conditions de détention bestiales (isolement total dans les QHS, c'est-à-dire une méthode raffinée de torture qui vise à détruire leur identité politique et à briser leur moral). Il s'agit de prisonniers de la RAF (Rote Armee Fraktion) et d'autres groupes politiques qui ont osé affronter l'Etat bourgeois les armes à la main. Même si les

revendications sont différentes d'un groupe à l'autre, on peut les résumer ainsi :

- regroupement à plusieurs des prisonniers politiques et suppression du contrôle électronique total ;
- contrôle international des conditions de détention ;
- libération de Günther Sonnenberg qui ne peut pas se remettre de la blessure à la tête reçue lors de son arrestation ; transfert de Verena Decker, qui a contracté la tuberculose en prison, dans un hôpital civil ;
- suppression des QHS.

La bourgeoisie a ordonné un black-out total de l'information sur cette grève de la faim

et toute la mafia de la presse et des mass-média s'est docilement soumise aux ordres du maître.

La bourgeoisie a réagi en même temps par une intensification de la répression sur deux plans :

- par l'aggravation de la violence contre les prisonniers et par l'alimentation forcée. On doit remarquer à ce propos que l'alimentation forcée est une forme de torture qui présente des risques mortels (c'est par exemple ainsi qu'Holger Meinz est mort) ;
- par l'intimidation farouche contre toute tentative de solidarité en dehors des prisons. Toute personne que la police trouve avec des tracts contenant les revendications des prisonniers politiques est arrêtée et se voit immédiatement jugée sous l'inculpation de soutien à une association criminelle ; les manifestations sont interdites et réprimées avec une intervention massive de flics, comme la manifestation du 7 mars à Francfort.

Tout cela s'inscrit dans une grande vague de répression que la bourgeoisie allemande ne déchaîne pas seulement contre les prisonniers politiques, mais aussi contre le mouvement d'occupation des logements qui s'élargissait en Allemagne ces derniers mois, contre les manifestations de rébellion de la jeunesse. C'est ainsi que la police a commencé ces dernières semaines à assiéger littéralement des quartiers et des villes entières.

Des manifestants qui cherchent à protester contre l'évacuation des maisons occupées ou à réclamer la libération des occupants arrêtés sont fouillés, poursuivis jusque dans les cours des immeubles et les quais des stations de métro et passés à tabac. Ces manifestations sont l'occasion d'arrestations massives : par exemple, 140 personnes à Nuremberg, 70 à Francfort, 70 à Fribourg, et à Berlin, il y a ces derniers temps des dizaines d'arrestations chaque jour. Des sentences d'intimidation sont immédiatement prononcées par les tribunaux.

Les jeunes sont hélas encore influencés par une idéologie de type « autonome », anarchi-

sante et d'action pour l'action, dont les résultats sont la désorganisation, l'éparpillement face à l'ennemi de classe. De leur côté, les groupes de solidarité ne voient pas encore la lutte contre la répression bourgeoise et pour le soutien des prisonniers politiques dans une optique de classe. Ils ne se sont pas encore montrés capables de surmonter leur vision sectaire et immédiatiste pour se mettre à un travail difficile et de longue haleine pour une propagande et une agitation qui visent à sensibiliser et à entraîner le prolétariat.

Aux prolétaires combattifs et à nous de travailler avec d'autant plus d'énergie sur tous les plans pour introduire une perspective de classe dans cette lutte nécessaire pour la solidarité avec toutes les victimes de la répression bourgeoise.

Berlin, 27 mars 1981.

● Polly Maggoo : frappés pour l'exemple

Polly Maggoo, c'est le nom d'un bistrot parisien qui a une solide réputation de racisme et de discrimination.

Le 16 juillet 1980, de jeunes prolétaires immigrés se sont vengés à coups d'explosifs. En pleine offensive bourgeoise contre nos frères immigrés, la bourgeoisie ne pouvait tolérer une telle riposte, même isolée. Le 17 mars 1981, l'Etat condamna Jean-Marc Niang et Julio Gutierrez à trois ans de prison ferme, Dominique Guillemot à une peine avec sursis et à... trente millions de centimes d'amende !

Frappés pour l'exemple, ces jeunes prolétaires révoltés ont besoin de solidarité. Ils ont fait appel, et leur procès devrait se dérouler vers la fin avril. Et n'oublions pas que la bourgeoisie détient encore de nombreux otages des Napap (Frédéric Oriach, J.-P. Gérard et M. Lapeyre devraient aussi être jugés vers la fin avril), d'Action Directe et des anti-nucléaires.

Sur le Regroupement issu de la lutte des foyers

Durant plus de cinq ans, la lutte des foyers de travailleurs immigrés a constitué une formidable bouffée d'oxygène pour tous les ouvriers qui ont à cœur l'organisation de leurs frères de classe sur la base de la défense intransigeante de leurs revendications. Par son ampleur et sa combativité, par les problèmes qui se sont posés et auxquels elle a cherché à donner des solutions, par son dévouement, la lutte des foyers permet aux travailleurs combattifs de tirer des enseignements qui renforceront certainement l'organisation des luttes ouvrières à venir.

Il est donc très important que d'anciens délégués du Comité de Coordination des Foyers en Lutte et d'anciens membres des comités de soutien se soient réunis, malgré la démoralisation qui a suivi la défaite très dure

de la lutte, pour tirer ensemble un bilan dynamique qui puisse effectivement exprimer ce que beaucoup de travailleurs ressentent confusément.

Si ce bilan voit le jour, comme nous le souhaitons, il pourra aider les résidents combattifs à préparer sérieusement le redémarrage de la lutte, à mieux affronter les problèmes qui se poseront à l'organisation des luttes et à être mieux armés face aux coups de l'adversaire, au sabotage des forces social-impérialistes et aux manœuvres des faux-amis.

Se regrouper même en très petit nombre pour tirer collectivement les enseignements d'une lutte aussi formidable que celle des

(suite page 4)

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles** : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Aix-en-Provence** : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● **A Angers** : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● **A Arles** : vente sur le marché du boulevard des Lices tous les samedis, de 11 h à 12 h.

● **A Avignon** : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● **A Besançon** : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● **A Caen** : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble** : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 5 et 19 avril, 3, 17 et 31 mai, etc.

● **Au Havre** : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans** : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval** : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille** : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon** : 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 11 et 25 avril, 2, 16 et 30 mai, etc.

● **A Nantes** : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris** : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● **A Rouen** : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix** : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg** : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulon** : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 12 et 26 avril, 10 et 24 mai, etc.

● **A Toulouse** : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 12 et 26 avril, 10 et 24 mai, etc.

● **A Valence** : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourglès-Valence, place de la Liberté, soit les 29 mars, 12 et 26 avril, 10 et 24 mai, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne** : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Sur le Regroupement issu de la lutte des foyers

(Suite de la page 3)

foyers ne signifie en aucun cas enterrer la lutte. Le bilan de la lutte est d'autant plus nécessaire que dans plusieurs foyers, dont certains n'ont jamais fait la grève ni connu par conséquent les problèmes qui se sont posés à la lutte des foyers, des résidents cherchent à s'organiser pour faire face collectivement à l'augmentation des loyers.

L'offensive de la bourgeoisie et de ses agents contre la lutte des foyers a posé de sérieux problèmes dont la juste solution aurait permis, peut-être pas la victoire étant donné le rapport des forces, mais au moins une défaite moins dure et le maintien d'un minimum de cohésion et d'organisation dans les foyers. Il n'en a malheureusement pas été ainsi. Au contraire, la direction de la lutte n'a même pas pu contrer les coups et les manœuvres de l'ennemi de façon homogène.

Cela a sans doute accentué la démoralisation des résidents qui voyaient leur direction se scinder pratiquement en deux. Cela découle sans aucun doute avant tout de la pression terrible de l'adversaire, de l'isolement de la lutte et du poids des tâches qui pesaient sur les épaules des dirigeants de la lutte. Mais il faut aussi reconnaître qu'il s'est manifesté progressivement une réelle hétérogénéité au sein de la direction de la lutte en ce qui concerne les méthodes et les solutions pratiques à avancer pour surmonter les problèmes qui entravaient le passage de la lutte à une organisation plus conforme à la phase très dure par laquelle elle passait et qui étaient caractérisés par l'offensive et l'acharnement de la bourgeoisie à la briser coûte que coûte.

C'est ce qui explique par exemple que de nombreux délégués et résidents hésitent aujourd'hui à rejoindre le Regroupement qui s'est constitué pour tirer un bilan de la lutte et maintenir une liaison entre les foyers. Il est compréhensible que des travailleurs trouvent particulièrement difficile de prendre position vis-à-vis du Regroupement, dans la mesure où ils y voient une prise de position pour une partie de l'ancienne direction de la lutte après la cassure de celle-ci. Il s'agit là de blocages qui seront progressivement surmontés par la participation effective du Regroupement à l'organisation de la reprise de la lutte, et non par la recherche d'un accord a priori entre les diverses composantes de l'ancien Comité de Coordination pour dresser le bilan de l'action. Nous pensons en effet que les anciens dirigeants de Saint-Denis ont de leur côté tiré pratiquement leur bilan de

la lutte. Les positions qu'ils ont défendues par exemple au sein du Comité né de la tentative de riposte aux accords franco-algériens (*), ainsi que leur attitude fluctuante après l'expulsion de 104 résidents du foyer Romain-Rolland en novembre 1980, de l'appel au soutien de toutes les forces « démocratiques » à la volte-face spectaculaire contre le PCF, en sont une preuve suffisante.

Par ailleurs, ce n'est pas un hasard si les anciens membres des comités de soutien qui participent au Regroupement sont précisément ceux qui viennent des comités de soutien d'Ivry et de Montreuil, qui sont restés au service de la lutte jusqu'au bout. Quant aux autres forces, elles ont tiré aussi pratiquement leur bilan : dès que la lutte s'est retrouvée plus isolée que jamais face à la bourgeoisie et à l'opportunisme... elles sont parties.

Les éléments sur lesquels travaillent les camarades du Regroupement, à la fois du point de vue des questions posées et de la direction dans laquelle on cherche les réponses, nous encourageant à penser que le bilan dynamique qui s'y dégagera touchera vraiment les problèmes sur lesquels la lutte a buté et dont la solution permettra à la lutte de faire un grand pas dans le sens du renforcement de l'organisation des travailleurs. C'est ainsi que le Regroupement a déjà touché les questions de la non-préparation du Comité de Coordination face aux louvoisements de la bourgeoisie et aux manœuvres des directions syndicales, du passage d'une structure organisationnelle gérant les problèmes quotidiens posés par la lutte à une structure de direction de la lutte pouvant réfléchir, prévoir et proposer aux travailleurs un plan d'ensemble, etc.

Le fait que certaines questions de la lutte abordées par le Regroupement aient déjà été touchées par notre parti dans notre brochure « Enseignements de six années de lutte » prouve que le bilan du parti, loin de contredire l'exigence d'un bilan fait par les travailleurs et les camarades qui étaient directement sur le terrain, peut aider des travailleurs combattifs à mieux situer les problèmes qu'ils ont vécus dans l'ensemble des problèmes qui se posent aujourd'hui à tous les groupes d'ouvriers qui cherchent à s'organiser en dehors de l'influence paralysante de l'opportunisme.

En effet, le bilan du parti se sert surtout de l'expérience historique internationale du prolétariat pour donner son interprétation des problèmes auxquels s'est confrontée la lutte, pour expliquer le jeu des différentes forces et pour replacer la lutte des foyers dans la perspective générale de la reprise

de classe. Ce bilan ne peut donc ni « concurrencer », ni à plus forte raison « se substituer à » celui du Regroupement, qui est surtout appelé à donner des conclusions pratiques en partant des faits enregistrés par les travailleurs qui ont fait concrètement l'expérience de la lutte.

Le travail que fait le Regroupement nous paraît d'autant plus intéressant que, dès le début, il s'est proposé d'assurer *pratiquement* la liaison entre les différents foyers, surtout là où il y a des résidents qui cherchent à se réorganiser (ou même à s'organiser sur la première fois) pour préparer la reprise de la lutte. Le Regroupement dispose à cet effet d'un bulletin, sans aucun doute modeste, mais qui peut devenir un réel instrument d'information sur ce qui se passe dans les foyers, et de liaison des résidents. Une trentaine de foyers ont été jusqu'ici visités dans le cadre d'un travail de prospection, de prise de contacts et de liaison et ce, grâce à des équipes d'intervention régulières. Lors de l'expulsion des résidents de Saint-Denis, des membres du Regroupement sont allés apporter leur solidarité aux résidents expulsés.

C'est là un travail à continuer, à élargir et à approfondir, et qui est inséparable de l'effort à faire pour tirer au plus vite un bilan de la lutte des foyers qui permettra au Regroupement de constituer un véritable pôle de réorganisation des travailleurs des foyers, surtout à un moment où les attaques de la bourgeoisie se multiplient (augmentations des loyers, expulsions, problème des papiers, chômage) et où se présentent donc les possibilités objectives d'une reprise de la lutte.

En effet, si le bilan que le Regroupement doit tirer peut servir à renforcer l'organisation de la reprise de la lutte, il n'en reste pas moins vrai que c'est en prenant *dès aujourd'hui* des initiatives concrètes dans le sens de la liaison, de la solidarité et de l'organisation ouvrières que le Regroupement parviendra à vaincre la méfiance des anciens délégués et résidents. Ceux-ci ne comprendront vraiment le sens de l'opposition de méthodes qui existe par exemple entre le Regroupement et l'ancien Comité de Résidents de Saint-Denis que si la discussion d'orientation se fait sur la base d'un travail concret d'organisation des travailleurs ; que si le Regroupement répond effectivement aux besoins réels de la lutte, besoins auxquels précisément les travailleurs combattifs sont amenés à chercher des réponses correctes.

(* Nous reviendrons prochainement sur ce Comité dans notre presse.

Vie du Parti

Le Manifeste international du Parti est disponible

Le manifeste international du Parti est désormais prêt et sera publié à brève échéance dans plusieurs langues. Intitulé : *De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale*, il porte en sous-titre « Manifeste du parti communiste international, 1981 ».

Il est utile de préciser son but, son contenu, ainsi que ses conditions de diffusion et d'utilisation.

1) SON BUT

La plupart des textes que nous utilisons encore pour notre propagande sont soit des textes historiques affrontant une question particulière de doctrine (par exemple *Parti et classe* ou *Parti et action de classe*), soit des thèses de parti comme les thèses de l'IC, du PC d'Italie et de la Gauche, qui fixent la position du parti dans tel ou tel domaine, soit encore des thèses plus récentes du Parti comme les *Thèses caractéristiques* ou les *Thèses de Naples et de Milan* qui codifient les leçons de la dégénérescence de l'IC et de la contre-révolution, que ce soit en général ou dans un domaine particulier.

Il est clair que ce matériel doit servir à guider le parti et à le délimiter sur le plan théorique et programmatique par rapport à tous les autres courants agissant dans la classe ouvrière. Il est donc essentiellement destiné à la *présentation générale* des positions théoriques et politiques qui nous définissent, et à la *formation de base* des militants. En revanche il n'est pas adapté à la propagande, c'est-à-dire pour démontrer que la lutte prolétarienne a besoin de ces principes et de ces leçons tirées du passé du mouvement. Pour ce faire, nous ne disposons que d'un matériel aussi encombrant que disparaît : éditoriaux et articles de fond des journaux, comptes rendus des réunions générales, circulaires « internes » publiées dans la presse, brochures occasionnelles, etc.

Le besoin se faisait donc sentir, depuis un moment déjà, de rassembler nos indications et nos perspectives dans un texte unique conçu spécialement pour la propagande. Il nous fallait un texte qui s'attache à faire la démonstration de la validité des armes du marxisme révolutionnaire, des leçons que nous avons tirées de la contre-révolution et de notre vision du cours historique allant de la société bourgeoise à la révolution et à la dictature prolétarienne et, de là, au communisme. Un texte qui ne se contente pas d'invoquer l'autorité de Marx, de Lénine ou de la Gauche, mais montre à partir des faits saillants de l'histoire et de l'expérience sociale contemporaines, et des exigences de la prochaine vague révolutionnaire, le besoin d'empoigner les armes de Marx, de Lénine et de la Gauche, qui sont précisément celles que nous défendons. C'est le premier objectif — et le plus important — auquel essaie de répondre le « Manifeste international du Parti ».

Un autre souci que doit avoir l'ensemble du Parti, et auquel nous pouvons aujourd'hui commencer à donner des éléments de réponses pratiques grâce à notre travail dans de nouvelles « aires » comme l'Amérique latine, l'aire arabe ou même la Grèce et la Turquie, est de donner à notre propagande — comme à notre action et à notre organisation — un caractère moins spécifiquement européen.

Il faut en particulier tenir compte du fait que le cycle des luttes d'émancipation natio-

nale contre l'impérialisme est désormais clos dans ses grandes lignes, ce qui ne manquera pas à l'avenir de produire les fruits que nous en attendons, à savoir une nouvelle et puissante armée prolétarienne hors du lieu de naissance de la société moderne et du mode de production capitaliste. Cela exige que le parti s'efforce de s'appuyer, dans la présentation de son programme et de ses principes comme de ses méthodes de travail et d'action, sur une expérience sociale non limitée à l'Europe et qu'il s'ouvre le plus possible aux problèmes et aux difficultés rencontrés par le prolétariat des pays « émergents ».

Ceci est d'autant plus nécessaire que le retard de l'Europe dans la course sociale, qui commence seulement aujourd'hui à remonter, pousse tout naturellement à aller chercher — à juste titre — l'expérience européenne là où elle se trouve, c'est-à-dire dans le premier quart de ce siècle. La difficulté que cela représente pour la propagande internationale du parti est que, cette expérience, nous devons la transmettre non pas en évoquant le passé à la manière des historiens, mais en *traduisant pour le présent* les conclusions que nous en avons tirées, tout en éveillant, chez les militants révolutionnaires que produisent les nouvelles générations, le désir de s'intéresser aux trésors que le mouvement communiste possède dans son passé, pourvu qu'on les dégage de l'amas d'ordures que cinquante ans de contre-révolution ont déposé sur eux.

Le deuxième objectif que nous nous sommes fixé est donc de chercher à donner au parti un instrument de propagande unique pour les différents aires, de manière à unifier et à homogénéiser la propagande des différentes sections nationales du parti.

2) SON CONTENU

La première partie du document commence par un Manifeste proprement dit. Il rappelle l'alternative historique ouverte par la crise de la société bourgeoise : ou guerre impérialiste ou révolution communiste. Il cherche ensuite à démontrer, à partir des événements contemporains et des faits connus par les prolétaires d'avant-garde et les militants révolutionnaires, la nécessité du

communisme, de la révolution et de la dictature prolétarienne et donc du parti. Après avoir démontré le besoin du retour au marxisme révolutionnaire, le texte retrace les grandes étapes du mouvement communiste, de la Ligue des communistes jusqu'au parti d'aujourd'hui, afin d'établir, une à une, les bases constitutives du parti de classe, qui ont été chaque fois précisées et rendues plus « fermées » par les grands heurts historiques.

La deuxième partie est de caractère programmatique. Après avoir développé et complété les points ajoutés en 1951 au programme de Livourne, qui donnent la position du parti face aux grandes tendances de l'impérialisme, on décrit les tâches de la révolution communiste (insurrection et dictature) et on précise le caractère de l'Etat prolétarien et les objectifs de la transformation communiste de la société, en s'attachant à les traduire dans le langage de la révolution à l'époque de l'impérialisme sénile de la fin du XX^e siècle.

Vient ensuite l'énumération des grandes orientations d'action du parti à l'échelle internationale. Il s'agit seulement de définir les *grands axes de l'intervention* du parti dans les luttes ouvrières. Ces axes pourront être précisés ultérieurement avec la participation aux luttes. Surtout, ils devront être mis en pratique jusqu'à un certain degré et à une échelle suffisamment vaste, pour que le parti puisse en tirer un « programme d'action » du type de celui présenté par le PC d'Italie au IV^e congrès de l'IC, c'est-à-dire un *ensemble cohérent et systématique de directives d'action* pour la lutte immédiate, ce qui est en outre impossible à faire dans un texte qui, comme le « manifeste », présente avant tout un caractère de vulgarisation et d'orientation.

(Dans le prochain numéro : Diffusion et utilisation pour la propagande.)

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 6

Angers : 520 F ; Strasbourg : 666 F ; Lille : 350 F ; Lausanne : 925 F ; Lecteurs : 432 F, 10 F, 3 F.

« Solidarité Algérie » Mayenne : 700 F ; Toulon : 850 F ; Paris : 1.020 F ; Strasbourg : 620 F ; Lecteurs : 100 F, 250 F, 74 F.

« Incendie » : un lecteur : 100 F.
« Bon souvenir des prétendres L. et M. » : 50 F.

TOTAL 6.670 F
TOTAL PRECEDENT 32.508 F
TOTAL GENERAL 39.178 F

Directeur-gérant SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928